

Brochure n° 3144

Convention collective nationale

**IDCC : 1043. – GARDIENS, CONCIERGES
ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES**

AVENANT N° 87 DU 15 JUIN 2015
RELATIF AU CALCUL DE L'INDEMNITÉ CONVENTIONNELLE DE 10 %
PRÉVUE À L'ARTICLE 26 DE LA CCN

NOR : ASET1550789M

IDCC : 1043

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont convenu de transposer dans un avenant la position prise en commission d'interprétation du 28 mai 2015 relative à l'assiette de calcul de l'indemnité conventionnelle de 10 % pour tout remplacement d'une durée inférieure à 2 mois visée à l'article 26 de la convention collective.

Commission d'interprétation du 28 mai 2015

Modalités d'application de l'indemnité conventionnelle de 10 % prévue à l'article 26 de la CCN GCEI.

L'avenant n° 82 du 17 juin 2013 à la convention collective nationale des gardiens concierges et employés d'immeubles entre en vigueur au 1^{er} juillet 2015.

Cet accord :

- supprime la possibilité pour un salarié logé de s'autoremplacer pendant les congés payés ;
- supprime l'indemnité globale forfaitisée à 50 % pour tout remplacement d'une durée inférieure à 2 mois pour y substituer une indemnité conventionnelle de 10 %.

La présente recommandation interpatronale vise à expliquer l'assiette de calcul de cette indemnité conventionnelle de 10 %.

Avant le 1^{er} juillet 2015

Pour les remplacements de moins de 2 mois, le salarié remplaçant percevait une indemnité forfaitisée égale à 50 % de la rémunération.

Exemple chiffré pour le calcul de l'indemnité globale forfaitaire de 50 % :

- pour une rémunération brute de 1 000 € ;
- prorata 13^e mois : $1\,000/12 = 83,33$ € ;
- indemnité fin de contrat de droit commun (10 %) : $(1\,000 + 83,33)/10 = 108,33$ € ;
- indemnité compensatrice de CP : $(1\,000 + 108,33)/10 = 110,83$ €.

Ce qui revient à $1\,000\text{ €} + 302,49\text{ €} = 1\,302,49\text{ €}$.

Indemnité conventionnelle de remplacement inférieur à 2 mois (art. 26 CCN GCEI : « l'ensemble étant porté forfaitairement à 50 % pour tout remplacement de durée inférieure à 2 mois ») : $(1\,000 \times 50\%) = 500\text{ €}$.

Soit un total de 500 € d'indemnité forfaitisée ce qui représente une indemnité de 50 % de la rémunération.

Le salarié perçoit 1 500 €.

Pour les remplacements de plus de 2 mois c'est le droit commun qui s'applique, à savoir le versement du prorata 13^e mois, la prime de précarité (10 %), l'indemnité compensatrice des congés payés non pris.

A partir du 1^{er} juillet 2015

Pour les remplacements de moins de 2 mois, c'est la règle du droit commun qui s'applique :

- versement du prorata 13^e mois ;
- de l'indemnité compensatrice des congés payés non pris ;
- de la prime de précarité de droit commun (10 %) ;
- plus une indemnité conventionnelle fixée à 10 %

Exemple chiffré :

- pour une rémunération brute de 1 000 € ;
- prorata 13^e mois : $1\,000/12 = 83,33\text{ €}$;
- indemnité fin de contrat de droit commun (10 %) : $(1\,000 + 83,33)/10 = 108,33\text{ €}$;
- indemnité compensatrice de CP : $(1\,000 + 108,33)/10 = 110,83\text{ €}$.

Indemnité conventionnelle de remplacement inférieur à 2 mois « pour tout remplacement d'une durée inférieure à 2 mois, une indemnité conventionnelle de 10 % s'ajoute aux majorations précédentes » :

$(1\,000\text{ €} + 83,33\text{ €} + 108,33\text{ €} + 110,83\text{ €}) = 1\,302,49 \times 10\% = 130,25\text{ €}$.

$1\,309,99 + 130,25 = 1\,432,74\text{ €}$.

Soit un total de 432,74 € ce qui représente une indemnité de 43,27 % de la rémunération.

Le salarié perçoit 1 432,74 €.

Pour les remplacements de plus de 2 mois, il n'y a pas de changement par rapport au calcul antérieurement au 1^{er} juillet 2015.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 15 juin 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UNPI ;
FSIF ;
ANCC ;
ARC ;
FEPL.

Syndicats de salariés :

SNIGIC ;

FS CFDT ;

FEC FO ;

SNUHAB CFE-CGC.